

S O S L H 342/3

5330

(1942)

F

Suppression de la franchise des bagages

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	29. 9.42		
(s) C.A.	30. 9.42	-23	Qd (b)
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	6.10.42		

Suppression de la franchise des bagages

5330

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Economique

1er Bureau

C O I E

Paris, le 6 octobre 1942

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

Objet - Majoration des tarifs-voyageurs

Référence - Vos lettres des 1er et 19 septembre 1942

Comme suite à notre entretien du 29 septembre 1942, les représentants de nos deux Administrations ont eu, le 3 octobre, avec les Autorités d'occupation, une nouvelle conversation.

Conformément à mes instructions, ils ont fait connaître aux représentants allemands que j'acceptais d'exonérer de la majoration les abonnements de travail et les trains d'ouvriers travaillant en Allemagne. D'autre part, ils ont développé les arguments techniques qui, du point de vue français, militent en faveur du maintien de la franchise des bagages et de la taxe pour frais de gare et de contrôle.

En ce qui concerne la suppression de la franchise des bagages, les représentants allemands ont renoncé à en faire une condition préalable à leur accord pour le nouveau relèvement de tarifs. Il a été entendu que cette question ferait simplement l'objet d'une étude ultérieure à poursuivre directement entre la S.N.C.F. et la H.V.D.

En ce qui concerne la taxe pour frais de gare et de contrôle, les Autorités d'occupation persistent à en demander la suppression en acceptant toutefois le principe d'une compensation partielle de la perte de recettes.

Les représentants allemands se sont déclarés disposés à l'application immédiate de la majoration en adoptant comme limites maximales les taux suivants :

1ère classe..... 0,95 (sans changement par rapport à votre proposition du 29 septembre)

2ème classe..... 0,67 (au lieu de 0,68)

3ème classe..... 0,51 (au lieu de 0,53)

J'estime que la position prise par les représentants allemands a un caractère définitif. Dans ces conditions, il est préférable, pour ne pas retarder davantage l'application des relèvements de tarifs, de s'en tenir aux taux précités.

.....

En conséquence, je vous autorise à mettre ces relèvements en vigueur par application de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937.

Il est entendu que les nouveaux tarifs comportent les prix majorés qui seront soumis à mon visa, dès leur mise au point, seront rendus applicables sans faire l'objet de la procédure d'homologation prévue à l'article 14 du Cahier des Charges de votre Société.

Signé : GIBRAT.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 30 septembre 1942

Franchise des bagages.

Questions diverses

b) Relèvement des tarifs-voyageurs.

Pas de P.V.
Sténo (p.23)

M. LE PRESIDENT.- Les propositions de relèvement des tarifs-voyageurs que nous avons soumises, dans le cadre des dispositions de l'article 18 de la convention du 31 août 1937, pour rétablir l'équilibre du budget de 1942 ont été soumises à l'examen des Autorités d'occupation.

Celles-ci ont présenté certaines observations de principe, disant qu'elles ne comprenaient pas bien comment nous pouvions être amenés à demander de nouvelles majorations de tarifs étant donné que nous en avons déjà obtenu l'année dernière et que nos dépenses n'auraient pas dû monter dans ces proportions.

Quoi qu'il en soit, elles ont accepté le principe de cette majoration et n'ont formulé qu'un certain nombre de réserves ou d'exigences sur les points suivants :

/.....

1°) Les deux autres modifications concernent, l'une, la suppression de franchise des bagages, l'autre, la suppression des frais de gare et de contrôle. Elles ne procèdent pas du fait que l'on trouve les majorations proposées exagérées, mais uniquement du souci d'arriver à l'unification des tarifs français avec les tarifs allemands, tout au moins dans leur principe.

a°) Franchise des bagages.- La suppression de la franchise des bagages se heurte, d'une part, aux dispositions de notre Cahier des Charges qui nous impose cette franchise jusqu'à un poids donné, d'autre part, aux habitudes du public français qui l'accepterait malaisément.

Au point de vue des répercussions financières, cela n'aurait que peu d'importance. Avec la majoration de tarifs envisagée, tant pour les droits d'enregistrement que pour les excédents de bagages, le produit attendu serait de 210 M. Si nous appliquons les tarifs de la Reichsbahn, les recettes s'élèveraient à 220 M. En réalité, nous ne pourrions pas appliquer ces tarifs parce que nous sommes plafonnés par les tarifs des colis express et il ne semble pas que, dans l'ensemble, on puisse escompter un rendement supérieur à 210 ou 220 M. Le seul objet de cette mesure serait donc l'assimilation de nos tarifs avec ceux de la Reichsbahn et les objections que nous pouvons faire ne peuvent être tirées que de la nécessité où nous serions de modifier notre Cahier des Charges, d'une part, et, d'autre part, des inconvénients psychologiques que nous causerait pas d'avoir la suppression des facilités actuellement accordées aux voyageurs et auxquelles, certainement, le public français tiendra.

Si nous sommes obligés de nous incliner, je crois que, de toute façon, la suppression de la franchise des bagages ne devra être considérée que comme une mesure temporaire sur laquelle il conviendra de revenir le plus tôt possible.

.....

La position que nous avons prise sur ces différents points a été la suivante :

.....

Enfin, en ce qui concerne la franchise des bagages et la surtaxe pour frais de gare et de contrôle, nous maintenons notre position et ferons valoir les arguments que je viens d'exposer.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

Le Président du Conseil
d'Administration

D. 502/30

Paris, le 29 septembre 1942

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 24 courant, M. le Directeur Général des Transports a bien voulu me mettre au courant des résultats d'une conférence tenue à l'Hôtel Majestic, au sujet de la majoration des tarifs voyageurs et il m'a demandé de vous faire connaître les observations qu'appellent de notre part les conditions auxquelles les autorités d'occupation subordonnent un avis favorable à notre proposition.

.....
3°) Suppression de la franchise des bagages et suppression des frais de gare et de contrôle.

Il s'agit là de deux modifications importantes de la structure de notre tarification. La franchise des bagages existe depuis longtemps et sa suppression sera très impopulaire; les frais de gare et de contrôle ont constitué un perfectionnement de notre tarification. Les motifs de ces mesures avaient été mûrement pesés et nous restons nettement opposés à leur suppression. S'il vous apparaît que ces modifications constituent formellement une condition de l'accord des autorités d'occupation au relèvement général de nos tarifs, nous nous inclinons. Mais nous nous réservons de revenir ultérieurement sur la question.

J'examine successivement ci-dessous les conditions d'application à envisager pour ~~xxxxxx~~ réaliser chacune de ces modifications.

a) Suppression de la franchise des bagages.

La suppression de la franchise des bagages ne peut être effectivement réalisée sans qu'on mette en même temps en vigueur un nouveau tarif se substituant au tarif actuel; or, un tel tarif n'est pas encore étudié. D'autre part, la suppression de la franchise suppose une modification de notre cahier des charges qui exige certains délais.

Dans ces conditions, nous vous proposons d'appliquer immédiatement en première étape la majoration des tarifs que nous avons présentée qui réalise déjà une partie de l'augmentation des prix recherchée.

Il convient d'ailleurs d'observer qu'une fois notre proposition mise en vigueur, il ne faut pas attendre de la suppression de la franchise des bagages un supplément appréciable de recettes. Avec les prix proposés, on peut admettre, en effet, que le transport des bagages représente une recette de 200 M. en chiffres ronds : 120 M. de droits d'enregistrement et 80 M. provenant des suppléments. Une étude rapide à laquelle nous venons de procéder montre que l'application des tarifs de la Reichsbahn à notre trafic bagages donnerait une recette annuelle de 290 M. environ. Comme il s'agit là d'un tarif élevé, certainement supérieur à celui qu'on pourra adopter, compte tenu du niveau de la tarification applicable en France au transport des colis, l'opération

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

aura évidemment pour effet de donner à la tarification française une forme analogue à celle de la tarification allemande, mais on peut affirmer que, dans l'ensemble, la recette aura peu augmentée.

Dans une 2ème étape nous mettrions au point, si vous êtes d'accord, la modification utile à notre cahier des charges et vous présenterions un tarif destiné à se substituer à la tarification actuelle.

b) Suppression des frais de gare et de contrôle.

En accompagnant la majoration que nous vous avons proposée, de la suppression des frais de gare et de contrôle, on diminuerait de 460 M. en chiffres ronds le produit de cette majoration, qui a été évalué à 1.750 M. Nous serions donc amenés à demander le versement d'une somme équivalente, si la suppression des frais de gare et de contrôle n'était pas compensée par un relèvement correspondant des tarifs de base.

Pour obtenir cette compensation, il faudra porter ces bases aux taux suivants :

1ère classe	0 fr 95
2ème classe	0 fr 68
3ème classe	0 fr 53

Nous n'aurions pas d'objection à ce que ces taux soient substitués à ceux que nous vous avons soumis dans notre lettre du 24/8 si les frais de gare et de contrôle sont temporairement supprimés.

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.